

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°114 - 12 avril 2012

Non, hélas, la crise de l'euro n'est pas finie

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 13 avril 2012

Démocratie & Socialisme

Contrairement à ce qu'affirme Nicolas Sarkozy sur tous les tons, la crise de l'euro n'est pas terminée. La politique qui vise à « rassurer les marchés financiers » de Sarkozy et Merkel est un fiasco complet.

Un « pare-feu » en bois des plus inflammables

Le « pare-feu » européen (le Mécanisme européen de stabilité) ne dispose, au mieux, que de 500 milliards d'euros alors que l'Espagne aura besoin de 300 milliards d'euros en 2012, l'Italie de 600 milliards d'euros et le Portugal, l'Irlande et la Grèce de plus de 200 milliards.

C'est une garantie de 126 milliards d'euros à ce Mécanisme que la France doit consentir dans le seul but de sauver les créanciers de ces cinq pays, pour l'essentiel des banques et des compagnies d'assurances européennes.

Les plans d'austérité

Les « plans d'austérité » se multiplient en Europe. Leur objectif est d'imposer aux peuples européens toutes les réformes néolibérales qui n'avaient pas pu leur être imposés jusqu'alors.

Cette politique menée avec constance par tous les gouvernements européens est suicidaire car les $\frac{3}{4}$ des exportations des pays européens sont destinées aux autres pays européens. En diminuant les salaires en Espagne, en Italie, au Portugal, en Irlande, en Grèce, en attaquant les budgets publics et sociaux dans tous les pays européens, c'est non seulement la demande intérieure de chacun de ces pays qui diminue mais c'est aussi la demande extérieure de tous les pays européens.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les pays européens entrent en récession les uns après les autres ? C'est un véritable cercle vicieux qui s'enclenche puisque la récession augmente les déficits et la dette publique et que de nouveaux plans d'austérité sont mis en place pour réduire les déficits et la dette, enfonçant toujours plus l'Union européenne dans la récession.

Le diagnostic de François Hollande pour qui rien n'est possible sans croissance économique se vérifie chaque jour davantage.

Les marchés financiers ne sont pas rassurés pour autant

Les marchés veulent à la fois le beurre et l'argent du beurre. L'austérité et la croissance. C'est impossible. Loin de les rassurer, l'austérité et les récessions qu'elles engendrent les effraient. Du coup, les taux d'intérêt qu'ils exigent pour prêter à l'Espagne et l'Italie augmentent rapidement alors que les cours boursiers recommencent à faire du yo-yo.

Il faut arrêter de chercher à les rassurer. François Hollande va dans le bon sens, celui de la démocratie contre les marchés financiers, lorsqu'il déclare, mercredi 11 avril, à l'émission *Des paroles et des actes* : « *Le rôle d'un*

responsable politique c'est de dominer les marchés ».

Les peuples ne supportent plus la dictature de la finance

Les peuples ne supportent plus les millions de chômeurs, de précaires, de jeunes sans avenir, les coupes claires dans les dépenses de santé ou de retraite que veulent leur imposer la finance et les gouvernements conservateurs à l'image de Sarkozy et de Merkel.

Des millions de salariés, de jeunes, de retraités se sont mobilisés en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce. Des dizaines de millions de salariés le feront demain dans toute l'Europe. La victoire de François Hollande, en éliminant l'un des partenaires du duo infernal Merkel-Sarkozy, donnerait une nouvelle impulsion à ces luttes, en France et dans l'Union européenne, pour que la démocratie et la satisfaction des besoins sociaux prennent le pas sur l'objectif absurde de « rassurer les marchés financiers ».